

COMBAT OUVRIER



SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 28 FEVRIER 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE -- PARAIT MERCREDI & SAMEDI PRIX: 0,30 F

EDITORIAL

Les TRAVAILLEURS du CENTRE HOSPITALIER EN LUTTE (Martinique)

Les travailleurs du Centre hospitalier de Fort-de-France étaient en grève mercredi et jeudi pour crier leurs revendications et pour manifester leur solidarité avec les employés du Centre de transfusion sanguine.

On se souvient que les travailleurs de ce Centre ont depuis plusieurs semaines réclamé le départ de leur chef de service, Artoncl, et du médecin-chef du Centre, Schneider. Leur mouvement avait duré plusieurs semaines et provoqué l'intervention de la police au Centre de transfusion sanguine, à la demande du préfet Noirod Cosson.

La menace du licenciement de ces employés a été brandie par les autorités préfectorales. Mais leur mouvement continue et a été renforcé par la grève du Centre hospitalier de Fort-de-France.

La grève fut, durant ces deux jours, un succès. Plusieurs rassemblements et manifestations eurent lieu dans l'enceinte des hôpitaux et dans la rue.

Les travailleurs du Centre hospitalier présentaient aussi des revendications qui leur sont propres.

Ils réclament une augmentation réelle et immédiate du personnel.

Car depuis trop longtemps on leur fait des promesses qui ne sont jamais tenues sous prétexte qu'il n'y a pas de crédit.

Aujourd'hui les hospitaliers en ont assez et ne veulent plus que la préfecture diminue comme elle a l'habitude de le faire, le budget des hôpitaux.

Alors que le gouvernement claironne sur tous les toits qu'il veut créer des emplois, c'est lui-même qui refuse de donner les fonds nécessaires pour que le Centre hospitalier embauche le personnel supplémentaire qui est nécessaire.

Des discussions doivent s'engager avec le conseil d'administration du Centre hospitalier et avec la préfecture.

Mais dès jeudi prochain la grève doit reprendre. Car les travailleurs du Centre ne se fient qu'à leurs luttes pour obtenir une amélioration de leurs conditions de travail, et en particulier l'augmentation du personnel.

La population doit réserver le meilleur accueil aux grévistes car ce qu'ils réclament, c'est dans l'intérêt de tous.

Car une augmentation du nombre de travailleurs hospitaliers, c'est une façon d'améliorer le fonctionnement de l'hôpital. C'est aussi un moyen de donner du travail à de nombreux jeunes qui n'en ont pas.

Cette lutte des travailleurs hospitaliers concerne toute la population.

GUADELOUPE

non à la diminution du prix de la canne

Nous sommes déjà fin février et les petits planteurs ne savent toujours pas à quel prix leurs cannes leur seront payées cette année.

On parle dans les milieux officiels et chez les usiniers d'une baisse de ce prix par rapport à l'année dernière.

Les usiniers et l'administration essaient de faire croire que le prix du sucre ayant baissé, le prix de la canne devrait lui aussi baisser.

Tout cela ce sont des bavardages pour essayer de faire accepter aux planteurs l'idée d'une baisse de ce prix.

Les petits planteurs n'ont pas à entrer dans ces considérations, ni avec

les usiniers, ni avec la Préfecture.

Parce que si aujourd'hui on nous dit qu'il faut baisser le prix de la canne, on ne nous a jamais dit de l'augmenter quand le sucre se vendait plus cher.

Les petits planteurs n'ont donc pas à entrer dans toutes sortes de raisonnements compliqués avec la préfecture et les usiniers. Ils n'ont aucun moyen de vérifier ce qui se passe au niveau de la commercialisation du sucre, ils n'ont donc pas à s'en soucier.

Ils doivent réclamer qu'on leur paie leurs cannes en fonction de leurs dépenses en force de travail, en matériel, en argent pour planter et récolter la canne.

HAUSSE DES PRIX

CA CONTINUE !

La hausse des prix en France serait pour le mois de janvier de 1%, ce qui est beaucoup. Et cela montre aussi du même coup la valeur des déclarations gouvernementales, sur la lutte contre la hausse des prix. L'état d'ailleurs est le premier à faire augmenter les tarifs publics tout au long de l'année.

Mais si cette hausse est importante pour la France, elle sera encore plus élevée aux Antilles où toutes les marchandises viennent de France, majorées d'un pourcentage très important.

Pour lutter contre les effets de cette hausse, les travailleurs n'ont qu'une solution, c'est d'obliger les patrons à augmenter les salaires au fur et à mesure que les prix augmentent.

MITTERRAND EN ALGERIE

Mitterrand a la mémoire courte. Le voilà parti en Algérie. Aura-t-il eu à la bouche les mots de liberté des peuples, de défense des nations pauvres etc...? En tout cas, il ne disait pas ça quand il était ministre de l'intérieur en 1954, lui qui proclamait en parlant des Algériens qui commençaient leur lutte pour l'indépendance : " La seule négociation c'est la guerre."

NIXON EN CHINE

Nixon vient d'achever une tournée triomphale en Chine. Celui qui avait été obligé de démissionner de son poste de président des Etats-Unis pour fraude en tout genre à la suite d'une affaire dite " affaire Watergate", a été invité par la Chine et traité comme on le fait d'un ami ou d'un hôte de marque.

La Chine de Mao ne semble guère difficile sur le choix de ses partenaires politiques et sur ceux qui font bande avec lui.

Hier c'était avec Ayoub Kahn le bourreau du peuple bengali ; il ya quelques temps la Chine se trouvait dans le même camp que l'Afrique du Sud à soutenir un mouvement angolais ouvertement impérialiste.

Aujourd'hui la voilà main dans la main avec celui qu'on appelle aux Etats-Unis Richard-le-tricheur.

Dans les bras de qui se trouvera demain le régime maoïste ?

Directeur de Publication : M.E. Zozor
Commission paritaire n° 51728
Ronéo du journal : Pointe à Pitre
Correspondance : G. Beaujour
BP. 214 P.A.P. - BP. 386 F.D.F.
6 ème supplément au mensuel n° 58

IMPOTS POUR LES PAUVRES SUBVENTIONS POUR LES RICHES

Tous ceux qui ont un emploi régulier reçoivent des feuilles les invitant à se mettre en règle avec la loi.

Pour ceux qui touchent des salaires décentes : fonctionnaires, ouvriers qualifiés, il faut payer la valeur d'un mois de salaire.

Mais l'état ne se contente pas de ce racket, il fait la chasse à tous ceux qui, pour une raison quelconque ne paient pas d'impôts.

C'est ainsi qu'en ce moment, jugeant sans doute que les travailleurs guadeloupéens ne payaient pas assez d'impôts les services fiscaux font enquête sur enquêtes pour trouver de nouvelles personnes à imposer.

Et bien sûr, c'est essentiellement vers les milieux les plus modestes que se dirigent la sévérité des services fiscaux.

Depuis quelque temps on voit d'ailleurs de plus en plus souvent des annonces légales de saisie opérée sur de-

mande du percepteur.

Par contre, l'état est plein de compréhension et de gentillesse pour les riches qui eux, perçoivent mêmes des subventions pour faire marcher leurs affaires.

Les grosses sociétés sucrières sont au lot de ces bienheureux et d'une manière générale tous les capitalistes ayant quelque importance.

Là aussi, c'est une lutte à mener : il faut se battre pour faire abolir l'impôt sur les salaires. L'état n'a qu'à prendre l'argent là où il se trouve. C'est à dire dans la poche des capitalistes.

CAMARADE,

prends contact avec Combat Ouvrier

A LA PERMANENCE : 40 rue Jules Monnerot - T.S. - F.de.F.

LES LUNDIS, MARDIS, JEUDI ET VENDREDI de 16H45 à 17H45

DEMANDEZ

LE MENSUEL

COMBAT OUVRIER

IL EST DESORMAIS EN VENTE DANS LES

LIBRAIRIES DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE.

GUADELOUPE

DANS LES BANANERAIES:

GENDARMES ET PATRONS

Au cours de la grève des travailleurs de la banane, à plusieurs occasions les patrons ont fait appel aux gendarmes. C'est le cas notamment de BUTTEL à Flondinière (Capesterre), de CABRE à Petit Bourg, de Max Martin à Capesterre.

Ce n'est pas le culot qui manque à ces profiteurs. Faire appel aux gendarmes contre des travailleurs : c'est font grève pour obtenir un salaire aussi dérisoire que le SMIC (51,54F) pour une journée de travail.

Mais ce Max Martin qui a fait appel aux gendarmes mérite, plus que personne d'autre d'être visité par ces derniers. En effet cet exploitateur ne paie jamais les travailleurs aux dates fixées.

La paye est fixée en principe tous les quinze jours, les 2 et 17 du mois. Or les travailleurs sont chaque fois payés avec retard, retard qui atteint parfois une semaine et plus. Ainsi sur les trois grandes propriétés qui appartiennent à Max Martin (Moulin à Eau, Shangy, et Sainte Claire), les travailleurs le plus souvent sont obligés de faire grève ou de menacer de la faire pour voir leur paye arriver.

QUE DEVRAIT FAIRE

UN REVOLUTIONNAIRE

AU CONSEIL GENERAL

ELECTIONS CANTONALES

La campagne électorale se poursuit. Nos candidats interviennent chaque soir dans un point ou un autre des cantons où ils sont candidats.

En Martinique, Maugée dans le canton du Lamentin, Elisabeth dans le troisième canton de Fort-de-France, prennent la parole pour expliquer les idées des révolutionnaires et pourquoi ils se présentent à ces élections.

En Guadeloupe, c'est aux Abymes et à Ste Rose que Max Céleste et Rita Dahomy présentent les arguments de Combat Ouvrier et les raisons que les travailleurs ont de voter Combat Ouvrier.

Particulier, il est un point sur lequel des travailleurs nous interrogent chaque soir, c'est celui de savoir ce que pourraient faire des révolutionnaires au Conseil Général.

Nous ne pensons pas qu'un révolutionnaire fera plus que les autres candidats, nous ne croyons pas qu'on puisse changer grand chose en comptant sur cette assemblée. Nous avons confiance uniquement dans la lutte.

Mais si des révolutionnaires étaient présents dans l'assemblée locale, ils pourraient voir et entendre beaucoup de choses qui se trament derrière le dos des travailleurs. Ils pourraient

voir et entendre ce que disent et ce que font les conseillers qui sont élus soit dit en passant pour défendre les travailleurs et qui, le plus souvent passent leur temps en bavardages inutiles avec le préfet. Par exemple, c'est bien souvent que les conseillers eux mêmes constatent qu'ils manquent d'argent pour faire construire des écoles, des routes, des hôpitaux, etc... Ils le déplorent, mais ils ne font rien qui pourraient obliger la préfecture à prendre d'autres mesures. Ils ne viennent jamais devant les travailleurs en leur disant : "voilà ce qui est donné pour faire marcher tel ou tel service, voilà ce que donne l'administration pour construire des écoles ou des dispensaires, il n'y en a pas assez. Je l'ai dit au Conseil Général, mais si vous voulez que cela change, venez avec moi au Conseil Général. Venez pour faire entendre votre mécontentement."

Un conseiller qui serait un révolutionnaire soulèverait au sein du Conseil Général toutes les questions graves qui se posent au peuple et aux travailleurs. Mais il ne se contenterait pas de dénoncer ces questions, il ferait appel aux travailleurs pour venir le soutenir au Conseil Général, il con-

rait les travailleurs à prendre en main leur sort, en luttant pour eux mêmes, par eux mêmes. Un révolutionnaire qui serait au conseil général devrait être en permanence en contact avec la population non pas seulement pour entendre sa misère, mais pour organiser avec elle, en toutes circonstances, des luttes pour améliorer son sort.

Il n'y aurait pas une situation, une injustice qui ne serait l'objet d'une lutte farouche.

En toutes circonstances le révolutionnaire qui serait conseiller devrait être non seulement le porte-parole des travailleurs, mais un lutteur qui serait à leur tête pour toutes les luttes qu'ils auraient à mener.

C'est parce que nous menons cette lutte déjà, que nous demandons aux travailleurs de voter pour nos camarades candidats à ces élections.

C'est parce que nous ne semons pas d'illusions sur ce qu'on peut faire dans ce conseil général que les travailleurs peuvent voter pour nos candidats.

Un conseiller révolutionnaire sera un point de ralliement pour tous les travailleurs, pour tous les pauvres, pour tous les jeunes qui veulent que leur sort change et veulent se battre pour cela.